

Communauté
de Communes



Territoire de
Beaurepaire

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Compte rendu

LUNDI 21 DECEMBRE 2015 A 20H00
Salle du foyer rural- Commune de Pact

ORDRE DU JOUR

I- ACTIVITES ECONOMIQUES.....	4
1. Za des Blâches à Jarcieu – vente du lot n°4 – Société MCS.....	4
II- ENVIRONNEMENT.....	4
2. Redevance incitative – nouvelle grille tarifaire	4
III- PETITE ENFANCE- ENFANCE - JEUNESSE.....	5
3. Convention de mise à disposition du personnel communal au sein des accueils de loisirs sans hébergement.....	5
4. Nouveau contrat enfance – jeunesse avec la CAF de l'Isère	6
IV- TOURISME	7
5. Camping – bilan de la saison 2015	7
V- ENSEIGNEMENT MUSICAL	7
6. Ecole de musique – demande de subvention	7
7. Ecole de musique – convention avec le pôle petite enfance pour l'année 2015-2016	7
VI- EQUIPEMENTS SPORTIFS	7
8. Gymnase intercommunal – installation de projecteurs – demande de subvention.....	7
VII- SERVICES PUBLICS.....	8
9. Maison de santé pluri professionnelle – validation de l'APD.....	8
10. Maison de santé pluri professionnelle – promesse d'engagement des professionnels de santé	9
11. Maison de santé pluri professionnelle – demande de subvention.....	9
VIII- ADMINISTRATION GENERALE.....	9
12. EPORA.....	9
13. Charte forestière des Bonneveaux – mise à jour du cadrage budgétaire 2015	9
14. Charte forestière des Bonneveaux – validation des demandes de subvention pour l'animation 2016 10	
15. Charte forestière des Bonneveaux – convention entre la charte forestière et le centre régional de la propriété forestière	11
16. Charte forestière des Bonneveaux – convention entre la charte forestière et Créaboïs	13
17. Charte forestière des Bonneveaux – convention entre la Charte forestière et l'Union régionale des associations de communes forestières de Rhône Alpes	15
18. Planning bureaux et conseils communautaires 2016	16
19. Convention d'assistance juridique.....	16
20. Rapport d'activités Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire 2014	16
21. Modification du règlement intérieur du Bureau et Conseil communautaire.....	16
IX- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE	17
X- QUESTIONS DIVERSES.....	19

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE –
LUNDI 21 DECEMBRE 2015**

DELEGUES TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLEANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE	X			
M. Philippe MIGNOT		X			
M. Jean-Claude LEBEAU		X			
Mme Colette BENISTANT			Pouvoir		
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE		X			
M. Yannick PAQUE		x			
M. Alain BERHAULT		X			
Mme Béatrice MOULIN MARTIN		X			
M. Jean Claude SCHMIT		X			
Mme Annie MONNERY		X			
Mme Stéphanie BOISAUBERT	BELLEGARDE POUSSIEU	X			
M. Gilbert PERROT		X			
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON	X		Agnès VERCOUSTRE	
M. Jacques GARNIER	COUR ET BUIS		pouvoir		
M. Philippe ORSINGHER		X			
M. Patrick DURAND	JARCIEU	X			
Mme Nadège CHANAUX		X			
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON	X			
Gilbert MANIN		X			
M. Jean-Paul MONTAGNIER	MONSTEROUX-MILIEU	X			
M. Denis MERLIN		X			
M. Stéphane CARRAS	MONTSEVEROUX	X			
M. Etienne MAUGICE		X			
Mme Claude NICAISE	PACT	X			
M. Bernard OGIER		X			
M. Jean-Luc DURIEUX	PISIEU	X		Murielle GRIFFET	
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE		Pouvoir		
Bernard COUDERT		X			
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE		Pouvoir		
M. Jean Louis DELAY		X			
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN	X			
M. Lionel POIPY		X			
M. Gérard BECT	ST BARTHELEMY	X			
Mr Bruno DANNONAY			X		
M. Axel MONTEYREMAR	ST JULIEN DE L'HERMS	X		Gille SIVIGNON	

Madame Claude NICAISE, Maire, accueille les membres du Conseil et laisse la parole au Président, lequel donne lecture du compte-rendu de la séance du 23 novembre 2015 et de la séance extraordinaire du 1^{er} décembre 2015.

Ces derniers ne faisant l'objet d'aucune remarque, les procès-verbaux sont adoptés à l'unanimité.

La séance peut débuter.

Le Président demande à l'assemblée de bien vouloir accepter le retrait de deux points à l'ordre du jour :

- Bilan camping
- Epora

Il sollicite également l'accord de rajouter un point sur la boulangerie de Bellegarde Poussieu et en questions diverses un incendie à Revel Tourdan.

I- ACTIVITES ECONOMIQUES

RAPPORTEUR : Gérard BECT

1. Za des Blâches à Jarcieu – vente du lot n°4 – Société MCS

Dans le cadre du projet d'extension de la ZA des Blâches à Jarcieu, la Communauté de Communes du Territoire de Beaupaire a été sollicitée par la société MCS, Monsieur Yoann RICHARD, pour l'acquisition du lot n°4 d'une surface de 3 869 m².

Pour information : la société MCS, basée à Salaise sur Sanne est spécialisée dans le secteur de la chaudronnerie lourde, travaux de menuiserie métallique et serrurerie. Sur 2014 l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaire de 385 400 €.

Il est proposé de vendre à la Société MCS le lot 4 d'une surface d'environ 3 869 m² au prix de 12 € du m² hors TVA immobilière, soit pour un montant environ de 46 428 €

- TVA immobilière : la vente aura lieu moyennant le prix d'environ 49 910 € TVA sur marge comprise correspondant à :
 - * un prix de 12 € HT/m² soit 46 428 €HT environ
 - * à la TVA sur marge réglée par la C.C.T.B s'élevant à : 0,90 €/m² environ

Il est également proposé d'inclure dans l'acte de vente

- une clause suspensive par laquelle la vente définitive sera conditionnée à l'obtention d'un permis de construire par l'acheteur
- Une clause résolutoire annulant la vente si dans un délai de deux ans à partir de l'obtention du permis de construire, l'acquéreur n'a pas commencé la construction du bâtiment

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

2. Boulangerie de Bellegarde Poussieu

Mr Gérard BECT rappelle que la boulangerie de Bellegarde Poussieu est actuellement en gérance par Mme RIBEIRO, gérante aussi d'une boulangerie à Lapeyrouse Mornay.

Suite à des ennuis de santé de Mme RIBEIRO, la gérance a été reprise par son fils, lui-même traiteur.

Afin de pouvoir faire fonctionner la boulangerie de Bellegarde Poussieu, un boulanger a été employé.

Mme RIBEIRO et son fils font part de leur souhait de stopper la gérance au 31 décembre 2015. Ils proposent que le boulanger employé reprenne l'activité.

Deux solutions sont donc envisageables : soit refuser la proposition, mais la boulangerie fermera, soit accepter la proposition et laisser la chance au boulanger employé de faire ses preuves.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : DECISION DU PRESIDENT POUR UNE LOCATION DE 6 MOIS DONT 2 MOIS

GRATUIT

II- ENVIRONNEMENT

RAPPORTEUR : CLAUDE NICAISE

3. Redevance incitative – nouvelle grille tarifaire

Rappel : Par délibération du 20 décembre 2010, la Communauté de Communes a instauré la redevance incitative à la place de la TEOM et ce, à compter du 1^{er} janvier 2011.

CCTB / Conseil communautaire/ Lundi 21 décembre 2015/Compte rendu

Courant 2015 une nouvelle réflexion sur la grille tarifaire a été nécessaire afin de tenir compte notamment de :

- L'augmentation de la part du Sictom (amortissement TMB)
- La décision de la commission environnement de conserver la fréquence de la collecte en C05

Cette réflexion prévoyait notamment que l'augmentation de la part fixe soit également appliquée sur 2016 :

Tarification de la redevance ANNUELLE du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016					
Habitat individuel					
Type	Désignation (L)	part fixe annuelle 2015	Part fixe annuelle proposée 2016	Part variable OM à l'unité	Part variable déchetterie
OM	40	95,05 €	109,28 €	1,21 €	
OM	80	113,57 €	130,60 €	2,41 €	
OM	120	132,13 €	151,94 €	3,62 €	
OM	140	141,38 €	162,58 €	4,22 €	
OM	180	159,92 €	183,90 €	5,42 €	
OM	240	187,70 €	215,84 €	7,23 €	
OM	360	243,31 €	279,80 €	10,85 €	
OM	660	382,33 €	439,68 €	19,89 €	
Habitat collectif					
OM	180	115,80 €	133,16 €	5,42 €	
OM	240	135,93 €	156,32 €	7,23 €	
OM	360	149,15 €	171,52 €	10,85 €	
OM	660	182,30 €	209,64 €	19,89 €	
sacs estampillés CCTB	80			4,00 €	
Particuliers	Déchetterie				Gratuit sur présentation du badge
Professionnels	Déchetterie				7,69 €
Pneus	Déchetterie	Pneu agraire tracteur arrière			20 €/l'unité
		Pneu agraire tracteur avant – pneu PL et pneu remorque			16,50 € /l'unité

660 L	+ 27,34 €
--------------	------------------

Le règlement de la redevance incitative sera modifié.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITE (2 ABSTENTIONS)

III- PETITE ENFANCE- ENFANCE - JEUNESSE

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX supplée par Christian NUCCI

4. Convention de mise à disposition du personnel communal au sein des accueils de loisirs sans hébergement

Depuis l'ouverture du pôle petite enfance intercommunal, la garderie intercommunale a arrêté son activité. Néanmoins des agents de la commune de Beaurepaire avaient été mis à disposition de la Communauté de Communes pour ces activités,

Depuis le 1^{er} septembre 2009, des agents contractuels, mis à disposition par la commune de Beaurepaire, interviennent au sein des accueils de loisirs maternels du centre social de l'île du Battoir,

Leur intégration au sein des équipes d'animation, leur expérience et leur implication dans le travail est reconnue de tous.

Il est proposé de reconduire cette action pour la période scolaire 2015/2016 avec un volume d'heures de 485h45 heures pour le secteur des 3-6 ans.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

5. Nouveau contrat enfance – jeunesse avec la CAF de l'Isère

Plan d'actions du contrat enfance jeunesse 2015 -2018

Les actions existantes	
Action / Opérateur	Notes / Commentaires
ALSH – Beaurepaire –moins de 6 ans / CIB Cette action inclus « la passerelle » organisée avec le Pôle Petite Enfance intercommunal	Ouverture mercredis et vacances scolaires.
ALSH Canton (3-17 ans) / CIB	Bellegarde-Poussieu : 3-12 ans : Ouverture vacances scolaires et mercredis Primarette : 3-12 ans : Ouverture vacances scolaires Revel Tourdan : 10-14 ans : Ouverture vacances scolaires Les lieux de ces accueils de loisirs peuvent changer pendant les 4 années de contrat.
ALSH (12-17 ans) / CIB Actions communes avec l'OVIV	Ouverture mercredis et vacances scolaires
ALSH (3-12 ans) / OVIV	Ouverture mercredis et vacances scolaires périscolaire matin/midi et soir.
ALSH (12-17 ans) / OVIV Actions communes avec le CIB	Ouverture mercredis et vacances scolaires
Pôle Petite Enfance intercommunal Multi-accueil / Léo Lagrange centre Est inclus « la passerelle » organisée avec le CIB	30 places PMI
Pôle Petite Enfance intercommunal Relais d'Assistants Maternels / Léo Lagrange centre Est	2 ETP
Lieu d'Accueil Enfants Parents / CIB	En partenariat avec le pôle petite enfance intercommunal.
Formation BAFA/BAFD	Actions communes aux deux centres sociaux.
Coordination	1 ETP
Accompagnement éducatif / CIB	Non éligible maintenue
Création de lien social / CIB	Non éligible maintenue

Le Président apporte également l'information supplémentaire que le travail partenarial entre le pôle petite enfance, le CIB, l'OVIVB, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et la CAF a conduit à une participation de la CAF d'un montant d'environ 255 373 € en 2015 soit une augmentation de 51 199 € / 2014.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITE – 1 ABSTENTION

IV- TOURISME

RAPPORTEUR : Mireille BOUVIER

6. Camping – bilan de la saison 2015

REPORTE

V- ENSEIGNEMENT MUSICAL

RAPPORTEUR : Patrick DURAND

7. Ecole de musique – demande de subvention

Le Conseil départemental de l'Isère accorde, sous certaines conditions, une aide au fonctionnement des écoles de musique.

La subvention est attribuée en fonction du statut de l'école, du nombre d'élèves isérois et mineurs suivant une formation musicale, du coefficient affecté au statut de l'école, du coefficient affecté au nombre d'heures d'enseignement hebdomadaires et de l'enveloppe de crédit à répartir.

Il est donc proposé de solliciter l'aide financière du Conseil général pour l'école de musique intercommunale de Beaurepaire.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

8. Ecole de musique – convention avec le pôle petite enfance pour l'année 2015-2016

L'école de musique intercommunale, dans le cadre de ses activités, propose des séances de travail à un groupe d'enfants/parents et professionnels du Pôle petite enfance de Beaurepaire, en vue de les sensibiliser à une activité culturelle.

Chaque séance est dispensée et animée par un enseignant détaché de l'école de musique à cette destination.

La convention proposée détermine les modalités de remboursement de cette opération par le pôle petite enfance à la Communauté de Communes.

L'école de musique intercommunale, dans le cadre de ses activités, propose des séances de travail à un groupe d'enfants/parents et professionnels du Pôle petite enfance de Beaurepaire, en vue de les sensibiliser à une activité culturelle.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VI- EQUIPEMENTS SPORTIFS

RAPPORTEUR : Patrick DURAND

9. Gymnase intercommunal – installation de projecteurs – demande de subvention

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire s'est engagée, dans le cadre de ses compétences en matière de construction, aménagement, entretien et gestion des équipements sportifs d'intérêt communautaire, à procéder à l'installation de 16 projecteurs intérieurs. 8 de ces projecteurs ont déjà fait l'objet d'une installation courant 2015, il en demeure 8 autres à installer courant 2016 (2^{ème} semestre).

L'installation de ces projecteurs intérieurs au gymnase intercommunal à Beaurepaire peut faire l'objet d'une demande de subvention auprès du Conseil départemental.

Il est donc proposé de solliciter l'aide du conseil départemental pour installations.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VII- SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : Jean Paul MONTAGNIER

10. Maison de santé pluri professionnelle – validation de l'APD

Lors de la séance du conseil communautaire du 26 octobre dernier, les élus ont validé l'APS+ du projet de maison de santé pluri professionnelle afin de permettre au maître d'œuvre d'effectuer le dépôt du permis de construire.

Il est désormais proposé de valider l'APD afin d'arrêter notamment le montant définitif prévisionnel des travaux.

		APD
Surface		1672,90 m ²
Coût travaux	Construction neuve	2 111 000 € HT
Aménagements extérieurs		324 000 € HT
Frais annexes et ingénierie		475 767 € HT
	Maîtrise d'œuvre	292 200 € HT
	OPC	30 000 € HT
	Contrôleur	10 000 € HT
	SPS	10 000 € HT
	Frais divers	10 000 € HT
	Concours	34 500 € HT
	Provision pour aléas	42 898 € HT
	Dommage ouvrage	46 169 € HT
Sous total travaux		2 910 767 € HT
Révision de prix		66 667 € HT
Acquisitions foncières		10 000 € HT
Viabilisation		12 500 € HT
Taxe d'aménagement		10 000 € HT
Coût global		3 009 934 € HT

Plan de financement prévisionnel	Etape APS	APD
----------------------------------	-----------	-----

DETR	300 000 €	300 000 €
Région	100 000 €	100 000 €
Département	600 000 €	600 000 €
FNADT	100 000 €	100 000 €
Totales aides	1 100 000 €	1 100 000 €
A la charge de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire	1 768 196 €	1 909 934 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

11. Maison de santé pluri professionnelle – promesse d’engagement des professionnels de santé

Conformément à ce qui a été exposé lors de la séance du conseil communautaire du 26 octobre, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a sollicité les professionnels de santé afin de leur faire signer une promesse d’engagement qui les liera au projet de la maison de santé.

Pour information, la réunion des professionnels de santé qui devait se tenir le 18 décembre a été reportée à une date ultérieure.

INFORMATION

12. Maison de santé pluri professionnelle – demande de subvention

Les dossiers éligibles à la DETR devront être déposés en Préfecture courant janvier 2016.

Pour la DETR 2016, le dossier suivant est éligible :

- maison de santé pluridisciplinaire : 30 % dé plafonnés soit 860 000 €

Compte-tenu de l’avancée des dossiers, celui-ci a dû être reporté sur l’année 2016.

Il est donc proposé de redélibérer afin de pouvoir solliciter une aide financière auprès notamment de la DETR.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VIII- ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

13. EPORA

RETIRE

14. Charte forestière des Bonneveaux – mise à jour du cadrage budgétaire 2015

Mr FANJAT rappelle que la charte forestière a été signée il y a un an entre 5 EPCI dont la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire.

Elle représente 22 500 ha de forêt soit environ 24 000 propriétaires.

Elle a été conçue pour améliorer la gestion et la productivité de la forêt ainsi que connaître le massif forestier.

CCTB / Conseil communautaire/ Lundi 21 décembre 2015/Compte rendu

Mr FANJAT précise qu'en Région Rhône Alpes, la filière bois concerne 15 600 entreprises soit environ 39800 salariés. La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire quant à elle est concernée au travers 40 entreprises, soit 62 salariés.

La dernière Conférence de la Charte Forestière (19 décembre 2014) a permis d'approuver le cadrage budgétaire de l'année 2015 relatif à l'animation et à l'ensemble des projets de mise en œuvre du programme d'actions. Suite à une importante diminution du taux de subvention de l'Europe (FEADER) pour l'animation des stratégies locales de développement forestier (passant de 80 % à 60 % CR et Europe inclus) dans la nouvelle programmation 2014-2020, le solde à répartir entre les intercommunalités pour cette année est touché par une augmentation significative.

Par ailleurs, pour atténuer ce phénomène d'augmentation, il a été possible de diminuer les coûts relatifs :

- au travail d'accompagnement de la CFT par le CRPF, le nombre de jours alloués par le CRPF passant de 12 à 8 pour l'année ;
- à la répartition des dépenses entre 2015 et 2016 dans la mise en œuvre du PAT ;
- à la réalisation du travail sur l'adaptation au changement climatique, repoussé d'une ou plusieurs années.

Au total, les nouvelles estimations, dont le détail est présenté dans le nouveau cadrage budgétaire ci-après, font état d'une augmentation de la participation totale des EPCI pour l'année 2015 de 2 603,00 €. Les coûts totaux s'élèvent désormais à 28 103,00 € au lieu des 25 500,00 € initialement prévus.

La différence pour chaque intercommunalité est donc la suivante :

- ViennAgglo : + 661,16 €
- Bièvre Isère Com. : + 522,70 €
- CC du Pays Roussillonnais : + 432,10 €
- CC de la Région Saint Jeannaise : + 476,85 €
- CC du Territoire de Beaurepaire : + 510,19 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

15. Charte forestière des Bonnevaux – validation des demandes de subvention pour l'animation 2016

Pour l'année 2016, il est prévu de mobiliser deux subventions relatives à l'animation de la Charte Forestière :

- auprès du Conseil Régional, via le volet PSADER du CDDRA Bièvre Valloire (qui prend le relais après la participation de celui d'Isère, Porte des Alpes), sur une programmation de 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre 2016, à hauteur de 20%.
- auprès de l'Union Européenne, via le Conseil Régional, sollicitant du FEADER sur la même programmation, à hauteur de 40%.

Le Plan de financement serait le suivant :

Animation et communication de la Charte Forestière de Bas-Dauphiné et Bonnevaux Période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016			
Plan de financement au 27/10/2015 - Base 12 mois			
Dépenses TTC		Recettes	
Frais de personnel (salaires et charges)	35 800,00		
		FEADER (SERFOBE) (40%)	18 420,00
Location du bureau	2 750,00		
		Région Rhône Alpes (20%)	9 210,00
Frais de déplacement	1 200,00		
		Autofinancement des EPCI (40%)	18 420,00
Autres frais liés à l'animation	3 000,00		
Communication	3 300,00		
	46 050,00		46 050,00

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

16. Charte forestière des Bonnevaux – convention entre la charte forestière et le centre régional de la propriété forestière

Apparaissant dans le cadrage budgétaire 2015 proposé fin 2014, le projet de convention entre la Charte Forestière et le CRPF est divisé en 2 actions :

1- Accompagnement de l'animation de la Charte Forestière :

L'émergence de la Charte Forestière de Bas-Dauphiné et Bonnevaux a été accompagnée par le CRPF dans le cadre d'un tiers temps via la mise à disposition par le PSADER Bièvre Valloire. La collaboration a été fructueuse et la Charte Forestière envisagerait dans le cadre de cette convention de conserver un soutien technique pour le lancement des actions programmées (Réunions desserte, Accompagnement ASLGF...).

La Communauté de communes de la Région St Jeannaise, en tant que structure porteuse de la CFT, s'engagerait donc à apporter un appui financier au CRPF Rhône Alpes, pour un accompagnement technique et l'animation de réunions liées à la desserte forestière notamment. Ce dernier point apparaît comme prioritaire tant dans la mise en place d'un outil d'état des lieux avant et après travaux d'exploitation que dans la résolution de conflits d'usage apparents, fortement liés à l'utilisation des chemins.

Le CRPF apporterait son expertise technique et sa connaissance du terrain en proposant la mise à disposition d'un technicien forestier sur 8 jours.

La participation financière de la Charte Forestière pour cette action serait de 2 624 € pour l'année 2015.

Indication sur la répartition des jours pour 2015 (en euros TTC) :

Description de l'action	Coût	Nb de jour
Préparation animation de 1 réunion pour repérer les correspondants forestiers communaux	820	2
Préparation animation de 3 réunions pour sensibiliser à l'état des lieux avant et après travaux	1 230	3
Une réunion sur la desserte forestière	1 230	3
	3 280	8

Plan de financement pluriannuel envisagé (en euros TTC) :

	2015 (8 j.)	2016 (8 j.)	2017 (8 j.)	2018 (8 j.)	2019 (8 j.)	2015-2019
CFT Bas-Dauphiné Bonnevaux	2 624	2 624	2 624	2 624	2 624	13 120
Autofinancement (CRPF)	656	656	656	656	656	3 280
Total	3 280	3 280	3 280	3 280	3 280	16 400

2- Création d'une Association Syndicale Libre de Gestion Forestière, liée à la populi-culture et la gestion de l'eau

Le diagnostic de la CFT de Bas-Dauphiné et Bonnevaux a ciblé l'appui aux démarches de regroupement des propriétaires privés comme un enjeu prioritaire pour la gestion des forêts du territoire. L'ASLGF constitue une solution efficace pour mobiliser les propriétaires privés autour d'une gestion durable effective de leurs parcelles.

Par ces actions, l'objectif est de stimuler une connaissance et une prise de conscience par les propriétaires forestiers de leur pouvoir d'action sur la structuration de la filière bois d'un massif.

Par ailleurs, la demande nationale en peuplier annonce un déficit de bois dans les prochaines années.

Sur la partie Ouest du territoire de la Charte notamment, il est identifié un secteur avec un fort enjeu sur la production de peuplier et la gestion « forêt et rivière ».

Dans le cadre du lancement d'une nouvelle ASLGF, les producteurs bénévoles ont besoin d'un appui technique et administratif. Le CRPF, dans sa mission correspondant à ce profil et dans le cadre de la mise en œuvre de la CFT de Bas-Dauphiné et Bonnevaux apporterait en conséquence son soutien technique par la présence exceptionnelle d'un technicien forestier.

Cette ASLGF devrait se fonder sur le thème de la populi-culture et la gestion de l'eau.

De plus, l'ASLGF du Bas-Dauphiné, déjà présente sur le territoire, a une orientation plus particulière sur la gestion des taillis, et taillis avec futaie et la sylviculture du châtaignier.

Le second volet de cette action consisterait à œuvrer pour une plus grande surface de forêt privée bénéficiant de documents de gestion afin de garantir à long terme une gestion durable, raisonnée et multifonctionnelle de la forêt du secteur de la Charte, hors secteur à peuplier.

La participation financière de la Charte Forestière pour cette action serait de 1 600 € pour l'année 2015.

	2015	2016	2017	2018	2015-2018
Animation et création de la nouvelle structure pour 60 jours	24 600				24 600
Accompagnement de la nouvelle structure 20 j		8 200	4 100		12 300
Réunion 1 préparation et mise en œuvre (2j/lot)					0
Réunion 2 préparation et mise en œuvre (2j/lot)					0
Dépouillement questionnaires, bilans et cartographie (2/lot)					0
6 jours par lot pour 3 lots/an soit 18 jours/an *2 ASLGF		14 760	14 760	14 760	44 280
Frais d'envois (4000*0,40€)	1 600	1 600	1 600	1 600	6 400
TOTAL	26 200	24 560	20 460	16 360	87 580

Plan de financement (50 jrs animation en 2015)

	2015 (50 jrs anim)	2016	2017	2015-2018
CRPF	4 100	6 560	2 460	13 120
ADEME, Région, BDD, COFELY	16 400	16 400	16 400	49 200
CFT Bas-Dauphiné et Bonnevaux	1 600	1 600	1 600	4 800
TOTAL	22 100	24 560	20 460	67 120

La convention serait effective pour l'année 2015. Cependant, le travail étant fortement susceptible d'être poursuivi au fil des années, il est proposé qu'elle soit renouvelable en fonction de la validation des cadrages budgétaires de chaque année.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

17. Charte forestière des Bonnevaux – convention entre la charte forestière et Créaboïs

L'accomplissement des objectifs soulevés par le programme d'actions de la CFT passe par le développement et la structuration de la filière forêt-bois du territoire, notamment le secteur de l'exploitation forestière et du bois énergie.

L'un des acteurs majeurs de cette filière bois à l'échelle territoriale est CREABOIS. CREABOIS, structure associative, constitue l'interprofession du bois dans le département de l'Isère, qui fédère et représente l'ensemble de la filière forêt-bois de l'amont à l'aval (toutes entreprises de la filière, architectes, organismes forestiers publics et privés, syndicats de différents secteurs d'activités (scieurs, bâtiment...), chambres consulaires, organismes de formations, CAUE, collectivités, etc...). CREABOIS a pour missions la promotion du bois et son utilisation, le développement de la filière bois du département et l'usage du bois local, l'accompagnement individuel et collectif des entreprises de la filière, l'animation d'une concertation entre l'ensemble des acteurs de la filière forêt-bois.

L'objectif général du travail est de mieux connaître les entreprises constituant la filière bois du territoire de la Charte Forestière, leurs particularités, leur place dans la filière et dans le territoire, leurs perspectives et besoins afin de permettre à CREABOIS et aux acteurs de la Charte Forestière de mobiliser ou mettre en œuvre les outils nécessaires à l'accompagnement des professionnels mais aussi de communiquer auprès des élus sur cette filière bois de leur territoire souvent méconnue. Cette action s'inscrit également dans l'optique de créer des relations étroites avec ces professionnels, afin de favoriser leur mobilisation et de faciliter leur implication dans les différents projets de la Charte Forestière.

Le travail se déroulerait en 2 phases :

- L'analyse globale du tissu économique de la filière bois sur le territoire de la charte
- La réalisation d'un diagnostic auprès des professionnels de la filière amont (Exploitants Forestiers, Entrepreneurs de Travaux Forestiers et spécialistes du Bois énergie notamment), les premières visites étant réalisées en binôme, puis uniquement par l'animateur de la CFT.

Répartition du travail :

Description de l'action	Unité	Quantité	CREABOIS	CFT
Analyse du tissu économique	jour	2	2	0
Echantillonnage et visites de terrain	jour	10	4	6 (+4 en binôme)
Rendu et sensibilisation des élus	jour	4	3	1

TOTAL GENERAL		16	9	7 (+4 en binôme)
----------------------	--	-----------	----------	-------------------------

Indications financières sur le travail réalisé par CREABOIS :

Description de l'action	Unité	Coût unitaire en € TTC	Quantité	Montant en € TTC
Analyse du tissu économique	jour	450	2	900
Echantillonnage et visites de terrain	jour	450	4	1 800
Rendu et sensibilisation des élus	jour	450	3	1 350
TOTAL GENERAL			9	4 050

Plan de financement (en euros TTC) :

Partenaires	Taux	Montant en € TTC
CFT Bas-Dauphiné et Bonnevaux	80%	3 240
Autofinancement CREABOIS	20%	810
TOTAL	100%	4 050

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

18. Charte forestière des Bonnevaux – convention entre la Charte forestière et l'Union régionale des associations de communes forestières de Rhône Alpes

Le projet de réalisation d'un plan d'Approvisionnement Territorial sur le territoire de la CFT a été validé par la Conférence du 19 décembre dernier et les 5 Conseils communautaires.

Pour rappel, le territoire ne possède pas à ce jour d'outil pour répondre aux problématiques d'accès à la ressource et d'accompagnement de la filière bois, énergie notamment. Ainsi, le Plan d'Approvisionnement Territorial (PAT) a pour objectif de mettre en parallèle consommation et production de bois énergie sur le territoire, de calculer des coûts de mobilisation de la ressource, et de proposer des scénarii d'approvisionnement. Le PAT permet au territoire d'avoir une bonne visibilité de la ressource disponible et d'envisager les investissements et les démarches nécessaires à une mobilisation accrue de la ressource en bois énergie et à une logistique optimisée au vue des manquements en matière de places de dépôt ou de desserte notamment.

La mise en œuvre du projet passe par plusieurs axes de travail :

- *Analyser la demande locale et externe en bois énergie (y compris bois bûche) et bois d'industrie ;*
- *Evaluer la ressource en bois énergie (et bois d'œuvre) disponible sur le territoire ;*
- *Evaluer le coût de mobilisation de la ressource ;*
- *Identifier les infrastructures et les démarches à mettre en place pour aider à l'organisation de la filière bois énergie locale.*

Calendrier prévisionnel :

- Début du travail : Avril 2015 (Réunion de lancement le 31 mars 2015 à Saint Jean de Bournay)
- Durée du travail : 9 à 12 mois.
- Fin du travail : Avril 2016.

Outil développé par la Fédération Nationale des Communes Forestières, le PAT nécessite, dans le cas du territoire de la CFT, un partenariat avec l'Union Régionale des Associations de Communes Forestières de Rhône-Alpes (COFOR RA). Le PAT se déroulant en 3 phases... :

- *Récolte, assemblage et traitement des données ;*
- *Présentation des résultats intermédiaires ;*
- *Présentation des résultats finaux.*

... le COFOR RA est présent pour mettre en œuvre ses outils et réaliser les actions qui relèvent de son initiative.

Ainsi, une convention doit être signée entre la Communauté de communes de la Région Saint Jeannaise et l'Union Régionale des Associations de Communes Forestières de Rhône-Alpes. Dans ce cadre-là, les modalités financières correspondant à l'accompagnement de COFOR RA sont les suivantes :

Contribution financière totale : 20 650 €

Modalités de versement :

- 30 %, soit 6 195 €, à la notification de la convention (2015)
- 30 %, soit 6 195 €, après réception et présentation du rendu intermédiaire (2016)
- Solde, soit 8 260 €, à la réception du rapport finale du PAT (2016)

Pour rappel, la réalisation du PAT est subventionnée à hauteur de 80 % (coût total de l'action = 44 050 € TTC). Ainsi, la partition financière des 5 intercommunalités s'élèverait à 4 680 € TTC pour le volet « Acquisition de données » et 4 130 € HT pour le volet accompagnement des COFOR (COFOR RA non assujettis à la TVA). **Le solde total à répartir entre les 5 intercommunalité est donc de 8 810 € TTC (5 919 € versés en 2015, et 2 891 € en 2016).**

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

19. Planning bureaux et conseils communautaires 2016

Bureau : 19h00		Conseil : 20h00	
Lundi 11 janvier	Moissieu sur Dolon	Lundi 25 janvier	Moissieu sur Dolon
Lundi 15 février	Pisieu	Lundi 29 février	Pisieu
Lundi 14 mars	Pommier de Beaurepaire	Mardi 29 mars	Pommier de Beaurepaire
Lundi 11 avril	Primarette	Lundi 25 avril	Primarette
Lundi 9 mai	Revel Tourdan	Lundi 23 mai	Revel Tourdan
Lundi 13 juin	Saint Barthélémy	Lundi 27 juin	Saint Barthélémy
Lundi 11 juillet	Saint Julien de l'Herms	Lundi 25 juillet	Saint Julien de l'Herms
Lundi 12 septembre	Beaurepaire	Lundi 26 septembre	Beaurepaire
Lundi 10 octobre	Bellegarde Poussieu	Lundi 24 octobre	Bellegarde Poussieu
Lundi 7 novembre	Chalon	Lundi 21 novembre	Chalon
Lundi 5 décembre	Cour et Buis	Lundi 19 décembre	Cour et Buis

INFORMATION

20. Convention d'assistance juridique

Le contexte juridique des collectivités territoriales s'est considérablement complexifié.

La sécurité des actes administratifs de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est donc le préalable nécessaire au montage de projets structurants dont les implications sont largement pluridisciplinaires : droit et contentieux administratif général, foncier, finance, personnel intercommunal, contrats, suivi et procédures d'urbanismes, hygiène etc ...

Il est proposé de conventionner de nouveau avec Maître FESSLER pour l'année 2016 pour un prix forfaitaire de 3 700 € HT.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

21. Rapport d'activités Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire 2014

L'article L 5211-39 du Code général des collectivités territoriales dispose qu'un rapport d'activités de l'établissement public de coopération intercommunale doit être adressé à chaque maire des communes membres, accompagné du compte administratif.

Ce rapport fait l'objet d'une présentation par le maire en conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués communautaires sont entendus.

En application de ces dispositions, les services de la Communauté de Communes ont établi un rapport d'activités retraçant l'ensemble du travail effectué par les agents et des projets réalisés par la Communauté de Communes courant l'année 2014.

Le Conseil communautaire est invité à prendre acte du présent rapport d'activités, lequel sera transmis aux différents conseils municipaux pour présentation.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

22. Modification du règlement intérieur du Bureau et Conseil communautaire

Suite à l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2015 portant composition du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, il est nécessaire d'effectuer une mise à jour du règlement intérieur du Bureau et Conseil communautaire, notamment :

- Article 1^{er} : représentation

COMMUNE	DELEGUES TITULAIRES
BEAUREPAIRE	10
BELLEGARDE POUSSIEU	2
CHALON	1
COUR ET BUIS	2
JARCIEU	2
MOISSIEU SUR DOLON	2
MONSTEROUX MILIEU	2
MONTSEVEROUX	2
PACT	2
PISIEU	1
POMMIER DE BEAUREPAIRE	2
PRIMARETTE	2
REVEL TOURDAN	2
ST BARTHELEMY	2
ST JULIEN DE L'HERMS	1

- Article 9 : commission d'appel d'offres

La commission d'appel d'offres est présidée par le Président et composée de 5 membres élus par délibération.

Le fonctionnement de la commission d'appel d'offres est régi par les dispositions du code des marchés publics.

Pour les MAPA, le règlement intérieur de la commande publique s'appliquera.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

IX- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Dans le cadre de la délégation accordée au Président de la Communauté de Communes, les décisions prises en vertu de cette délégation, et notamment celles

- concernant les MAPA dont le montant est inférieur à 90 000 € HT doivent faire l'objet d'une information.
- Concernant la conclusion de baux simples tels que bail commercial ou simple location
- Concernant dans la limite de 1 000 000 € à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget

Présentation des MAPA inférieures à 90 000 € HT		
Date	Objet	Montant HT
2 nov	DECI n°058 Mission de maîtrise d'œuvre pour le programme de travaux d'investissement voirie 2015	8 304,05 € AILPE
9 nov	DECI n°059 BAFA 2016	15 450 € TTC Leo Lagrange
9 nov	DECI n°060 Mission de coordination sécurité protection de la santé pour les travaux de construction d'une maison de santé pluri professionnelle à Beaurepaire	3 458,40 € ATEC BVF
12 nov	DECI n°061 Travaux d'extension de la gendarmerie – Emprunt	680 000 € Taux de 1,99 % sur 20 ans La Banque postale
13 nov	DECI n°062 BAFA 2016 – décision qui annule et remplace la DECI n°059	15 450 € TTC (formation générale) + 12 600 € TTC (session approfondissement) Leo lagrange
18 nov	DECI n°063 Diagnostic portant sur le logement camping intercommunal à Beaurepaire	2 000 € Atelier O2
19 nov	DECI n°064 Travaux d'extension de la gendarmerie – Emprunt Décision qui annule et remplace la DECI n°061 pour complément d'informations relatives aux modalités	680 000 € Taux de 1,99 % sur 20 ans La Banque postale
19 nov	DECI n°065 Avenant n°1 au bail de location gérance Auberge de Pisieu	225 €/mois jusqu'au 29 février 2016
19 nov	DECI n°066 Avenant n°1 au bail de location gérance boulangerie de Bellegarde Poussieu	300 €/mois jusqu'au 31 décembre 2015
25 nov	DECI n°067 Construction d'un pont cadre sur les communes de Montseveroux, Chalon et Monsteroux Milieu	17 491 € Marchand SAS
26 nov	DECI n°068 Gymnase intercommunal – traçage de jeux, réfection du terrain badminton	2 340 € Entreprise FOOGA

X- QUESTIONS DIVERSES

- Incendie de Revel Tourdan

Mme DEZARNAUD informe les élus qu'un incendie s'est déclaré dans une maison dans la nuit du samedi 19 au dimanche 20 décembre sur la commune de Revel Tourdan.

La maison se situe entre deux hydrants, mais apparemment il y a eu un problème au moment de leur utilisation par les services du SDIS, la pression aurait été insuffisante pendant un moment.

Plusieurs élus locaux se sont rendus sur les lieux.

Mme DEZARNAUD précise qu'aucune victime n'est à déplorer, et qu'une partie de la maison pourra peut-être être sauvée. Une expertise va avoir lieu.

Mr MONTAGNIER intervient afin de faire le point sur les hydrants dont il est question et précise que le plus proche se situe à 300 m linéaire de l'habitation concernée. Le débit de cet hydrant a été contrôlé courant mai 2015 et est conforme à la réglementation.

Un technicien du syndicat aurait constaté, le jour de l'incendie, que la pression serait revenue à la normale après 10/15 minutes. Il pense à un problème dû au réducteur de pression.

Mr MONTAGNIER rappelle également que la compétence de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire en matière de défense incendie repose sur une compétence matérielle avec une participation financière au SDIS et les hydrants. La défense incendie demeure du pouvoir de police du Maire.

Mme NICAISE intervient également en tant que représentant du syndicat des eaux pour rappeler que le syndicat distribue de l'eau potable. Pour une meilleure efficacité de la défense incendie il serait nécessaire d'installer des conduites spécifiques ce qui n'est pas envisageable.

Le Président et Mr MONTAGNIER précise également aux élus que pour toute interrogation, il est souhaitable de les solliciter eux directement plutôt que de renvoyer les citoyens sur les agents de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire.

Un courrier sera adressé aux services de secours afin d'avoir de plus amples explications sur les faits de cette soirée.

- Vœux de la CCTB

Le Président informe que les vœux de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire se dérouleront le jeudi 28 janvier 2016 à 18h00. Le lieu reste encore à être déterminé.

Le Président souhaite à l'ensemble des élus une bonne fin d'année 2015 tout en faisant le vœu que l'année 2016 soit une année laïque.

La séance se termine par le verre de l'amitié.